



CGT FINANCES PUBLIQUES

DISI PAYS DU CENTRE

ESI Clermont Guichard
ESI Clermont Parlette
ESI Limoges
ESI Nevers

Déclaration liminaire au CHS-CT du 11 octobre 2017.

Monsieur le président,

Les ordonnances du gouvernement Philippe imposées par le président Macron embarquent, entre autres forfaitures, la dilution des CHSCT dans des « comités sociaux et économiques ». En appliquant la recette du pâté d'alouette, le gouvernement nous concocte donc une instance dans laquelle tout ce qui pouvait être contraignant pour l'employeur (droit d'ester en justice, droit d'enquête, délit d'entrave) est appelé à disparaître dans un simulacre de dialogue social. Bon appétit.

Nul doute que la Fonction Publique, toujours prompte à embrasser les mauvaises habitudes du privé – et nous ne parlons pas ici de Devops ou d'ITIL – ne tardera pas à voir tous les avantages qu'il y a à remplacer cette instance – qui pourtant a une excellente image auprès des agents – par une petite commission hygiène attachée à ce comité social et économique.

Il restait pourtant encore tant à faire pour que les CHSCTs du public arrivent au niveau de ceux du privé en termes de liberté de mouvement et de capacité d'action. La CGT revendique ainsi pour les CHSCT du public la personnalité morale, la formation continue de ses membres par les organisations syndicales – et non leur professionnalisation, et globalement les mêmes prérogatives que celles des CHSCT du privé.

Alors que l'on observe la montée des risques psychosociaux, résultat direct de la dégradation des conditions de travail, elle-même fruit des suppressions massives de postes, cet affaiblissement des CHSCT du privé et, sans doute, bientôt du public nous apparaît clairement dangereuse pour nos collègues. Il est vrai que les petites phrases du président Macron poussent à s'interroger sur l'attention qu'il porte au bien être de son peuple.

Le projet de loi de finance 2018 récemment présenté montre bien d'ailleurs quelles sont les préoccupations de M. Macron : aider toujours plus les nantis à être toujours plus riche – au détriment des plus modestes. Concernant directement la DGFIP¹, ce sont 1600 emplois supplémentaires qui sont supprimés, avec l'assurance que hémorragie avait « vocation à se renforcer dans les années suivantes » (sic). Et pour faire passer la pilule (prescrite sur ordonnances), on nous promet 15M€ d'investissement informatique (pour payer Microsoft par l'achat des licences Windows 10 sans doute) et 10M€ pour l'immobilier, soit l'ordre de grandeur du coût de remise en état des restaurants administratifs de Clermont-Ferrand.

En se mobilisant massivement ce 10 octobre, les agents de la fonction publique, et en particulier ceux de la DGFIP, ont fait la démonstration qu'ils avaient bien compris ce qui se prépare pour eux : le démantèlement de la fonction publique dans une démarche de marchandisation généralisée de tous les services. Ils ne l'acceptent pas et la CGT, à leur côté, ne l'accepte pas non plus.

¹ Nous remercions au passage M. Bruno Parent qui, en tant que directeur de publication d'Ulysse, nous a donné par l'article du 28 septembre sur le PLF 2018 un tract particulièrement efficace.

À ce titre, nous voyons la sous-traitance de l'indexation de la base Fidji stock par une entreprise privée comme un pas de plus vers le transfert du public vers le privé. Entendons-nous bien, il ne s'agit pas ici d'opposer les uns contre les autres, bien au contraire : nous sommes particulièrement attentifs aux conditions de travail et aux risques encourus par les employés des prestataires externe. Mais le cas cité précédemment nous apparaît comme posant de manière exemplaire la problématique : il soulève la question du statut même du fonctionnaire, de son indépendance, de sa déontologie, et du sens que prennent ces mots si des données patrimoniales peuvent être confiées à des personnes externes. Et il soulève également la question de la santé, de la sécurité et des conditions de travail de ces externes alors qu'ils ont la charge d'une tâche particulièrement éprouvante.

Tant que les CHSCT dureront, nous y œuvrerons pour faire avancer la qualité de vie de toutes et tous.